REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 23 au 29 août 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....2
- Énergies renouvelables : protocole d'accord entre Maurice et l'Égypte
- Transition énergétique : Coopération en vue entre la Russie, selon la Chambre africaine de l'énergie

2.2 Environnement.....4
- Nature Seychelles goes high-tech with Huawei on Cousin Island
- Défrichements incontrôlables : Les mangroves menacées de disparition
- Pest control : Seychelles to release 19.2 million sterile male melon flies in 2023

2.3 Economie..... 9
- CBS publishes its Financial Surveillance Report for 2020
- ClimateLauchpad Mauritius 2022 : Entrepreneuriat et écologie ensemble

2.4 Tourisme.....12
- Nocy-Be – Le tourisme reprend « moramora »

2.5 Société.....13
- Comité plénier de l'ODPE : Effort collectif et engagements pour la protection de l'enfance

2.6 Santé.....14
- Santé publique Un rapport fait état «d'une hausse inquiétante» des cas de lèpre
- Health professionals discuss growing health crisis of non-communicable diseases

2.7 Pêche illégale.....16
- Zéro tolérance pour la pêche illégale à Maurice

Énergies renouvelables : protocole d'accord entre Maurice et l'Égypte



Un mémorandum d'accord entre le ministère de l'Énergie et le ministère égyptien de l'Électricité et des Énergies renouvelables sera signé dans le domaine de l'énergie électrique et renouvelable.

Les principaux domaines de collaboration comprendront, entre autres : 1) une assistance technique pour la mise en place de centrales solaires photovoltaïques (sur réseau – hors réseau) afin d'accroître l'accès à l'électricité pour les zones reculées; 2) l'échange d'expériences et le soutien dans les domaines de la production, du transport et de la distribution d'électricité et d'énergies renouvelables (solaire, éolienne et géothermique); 3) la préparation d'études de faisabilité pour des projets électriques, en particulier des projets d'énergie renouvelable; et 4) encourager le secteur privé des deux côtés à investir dans la fabrication locale d'équipements et d'appareils électriques à haut rendement et à mettre en œuvre des projets dans le domaine de l'électricité.

Transition énergétique : Coopération en vue entre la Russie, selon la Chambre africaine de l'énergie

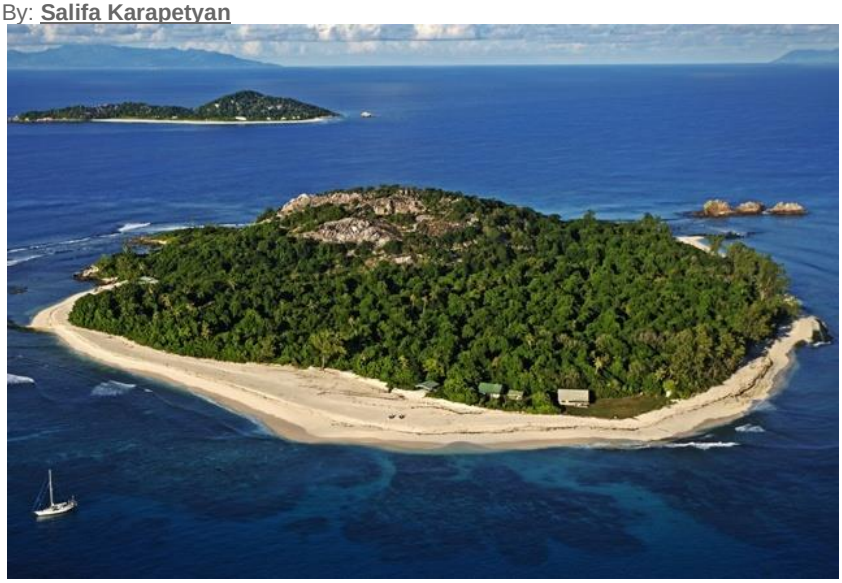


Les ressources énergétiques inexplorées et inexploitées restent encore inestimables à Madagascar.
La conférence annuelle de l'AEC sur l'énergie ou AEW (African Energy Week) se tiendra du 18 au 21 octobre 2022 au Cap. Des tables rondes, des forums d'investisseurs et des sommets ministériels explorant la nécessité d'une approche multi-ressources de la transition énergétique seront au programme.

Éradiquer la pauvreté énergétique et mettre en œuvre une transition énergétique juste en Afrique, d'ici 2030. Tel est l'objet des discussions tenues lors de la rencontre entre les représentants de l'AEC (Chambre africaine de l'énergie) avec Pavel Sorokin, premier vice-ministre de l'énergie de la Fédération de Russie. Les deux parties ont discuté du rôle que la collaboration énergétique jouera dans l'accélération des développements énergétiques à grande échelle sur le continent. « Dans l'esprit de Mohammed Sansui Barkindo, le défunt secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les discussions au cours de la réunion ont porté sur la nécessité d'encourager et d'améliorer la collaboration continue entre la Russie et l'Afrique en matière d'énergie, sur la nécessité d'une transition énergétique juste ainsi que sur l'élimination de la pauvreté énergétique. Lors de la réunion, les parties ont souligné la nécessité pour la Russie de poursuivre sa collaboration avec l'OPEP+, ainsi qu'avec d'autres organisations clés, notamment le Forum des pays exportateurs de gaz et l'Association des producteurs de pétrole africains, et de participer aux discussions organisées à Sharm El Sheikh, en Égypte, dans le cadre de la COP27 », ont déclaré les représentants de l'AEC à l'issue de la rencontre, qui s'est déroulée lundi dernier en Afrique du Sud.
Suite de l'article

Nature Seychelles goes high-tech with Huawei on Cousin Island

By: **Salifa Karapetyan**



The Nature Seychelles project is part of a global initiative by Huawei called Tech4Nature, aimed at scaling up nature conservation success through the use of digital technology innovations. (Nature Seychelles)

(Seychelles News Agency) - One of the world's leading providers of information and communication technology company, Huawei Technologies, is supporting a local environmental non-profit organisation to improve conservation through use of novel technology in Seychelles.

The NGO, **Nature Seychelles**, has received a grant of $200,000 from the tech giant that will go toward a new project that has been dubbed 'Next-Gen Conservation: Applying and sharing lessons in the use of technology and digital based solutions for island and coastal conservation management.'

Through the project, the team at **Nature Seychelles** seeks to improve digital connectivity on Cousin Island Special Reserve. **Nature Seychelles** has been managing the reserve since 1998, and is currently undertaking various conservation projects on the island.

The funding provided will also be used to develop and roll out specific tech-driven activities to scale up conservation of sea turtles, coral reefs, and endemic bird monitoring.

In a recent press release from the NGO, its chief executive, Nirmal Shah, said that he and his team are already working with local companies to develop such next-generation technology solutions.

"Through this project we want to scale up the energy and capacity of tech people locally to develop new products and services for conservation. We are therefore also building a new community of practice," said Shah.

Working towards the eventual certification of the reserve under the **IUCN** Green List, an international standard that certifies and recognises effectively managed protected area sites, is another aim of the management team of the reserve.

The project is part of a global initiative by Huawei called Tech4Nature, aimed at scaling up nature conservation success through the use of digital technology innovations. It was created by **IUCN** and Huawei and seeks to

allow over 300 protected areas across the globe to evaluate their conservation success through the **IUCN** Green List Standard by 2023.
Shah said that **Nature Seychelles** was invited to become part of this global program,e after he wrote an article in May 2020 soon after the start of the COVID-19 pandemic.
He said that the article - 'Next-Gen Conservation: Biodiversity Conservation needs a radical make-over to get over COVID-19' - "was far more influential" than he had expected.
"People at **IUCN** worked hard to include us in this global initiative despite Huawei not having a country office or official presence in Seychelles. This once again shows that having consistent world-class achievements under one's belt are a key to building and consolidating important international partnerships," said Shah.

Défrichements incontrôlables : Les mangroves menacées de disparition



Madagascar a perdu près de 2,3% de sa superficie de mangroves en 20 ans.

Les mangroves représentent un écosystème forestier particulier, jouant à la fois un rôle de production (bois, miel, soie sauvage, etc.), de protection (contre l'érosion et aléas climatique), de régulation (séquestration de carbone), d'habitat ou de nurserie de diverses espèces telles que les crabes et les crevettes et également un rôle socioéconomique (tourisme). Malheureusement, toutes les mangroves de Madagascar sont menacées de disparition. Cette perte s'explique surtout par l'exploitation de leurs bois par les populations locales, pour en faire du charbon ou des bois de chauffe, mais aussi pour construire des maisons. Il y a également le défrichement pour l'agriculture et l'aquaculture. La superficie de mangroves dans le pays a chuté de 284.644 ha en 1996 à 276.118 ha en 2016, soit 8 526 ha de perte en 20 ans, d'après les données fournies par le rapport sur le statut des mangroves dans la région de l'Océan indien occidental, publié en juillet 2022. La Grande Ile a perdu près de 2,3% de sa superficie de mangroves en 20 ans. Les efforts restent vains dans la conservation des mangroves. L'on procède à une campagne de reboisement sans aucun résultat concret. L'irresponsabilité du ministère de l'Environnement et du Développement Durable est pointée du doigt. La ministre Vina Marie Orléa ne dispose d'aucune solution concrète, face aux problèmes de défrichements incontrôlables : aucune politique environnementale plus efficace !

Pest control : Seychelles to release 19.2 million sterile male melon flies in 2023

By: **Salifa Karapetyan**



The melon fly is a pest that affects the production of cucurbit, a plant of the gourd family, which includes melon, pumpkin, squash and cucumber. (Scott Bauer, USDA Agricultural Research Service)

(Seychelles News Agency) - In 2023, about 19.2 million sterile male melon flies are expected to be released in one district of Seychelles, aimed at reducing the population of the **pest** in this area and increasing the quality and quantity of fruit and vegetable production.
Arriving in Seychelles in November 1999, the melon fly, *Bactrocera cucurbitae*, is a **pest** that has affected the production of cucurbit, a plant of the gourd family, which includes melon, pumpkin, squash, and cucumber.

Identified as a serious agricultural **pest** in many countries of the world, including Seychelles, the female melon flies lay their eggs in fruits and vegetables, causing the host to rot. This reduces the ability of farmers to produce high yields when harvesting their crops.
Through the pilot project that will be undertaken at Anse Boileau on the main island of Mahe, farmers will be able to reduce the use of pesticides which also affect insects that help in agriculture. It is also expected to increase the quantity and quality of yields and help protect the environment.

The project is being carried out by the **agriculture** ministry in collaboration with the International Atomic Energy Agency (IAEA). Each week, over 12 weeks as of March 2023, 1.6 million sterile male melon flies will be released in the district. These flies will be produced in a laboratory in Mauritius.
The principal scientific officer of the entomology division of the Mauritian Ministry of Agro Industry and Food Security, Preeaduth Sookar, told the press on Friday that this is not the only technique used to control the population of melon flies.

"Through surveillance, we can estimate the population size. Then we need to apply sanitation where infected fruits and vegetables need to be properly disposed of, by either placing them in bags or burying them at least 30 centimetres under the ground. The other thing is using a protein-based insecticide bait, attracting and killing adult flies," said Sookar.

He outlined that these are already being applied in Anse Boileau, allowing farmers to control the population, which is not the case in other districts. Sookar added that the ongoing pilot project needs to be extended to other districts and islands to have a national improvement.

The head of the Insect **Pest** Control section of the IAEA, Rui Cardoso Pereira, said that through this project, the IAEA "has the possibility to provide capacity, and equipment such as X-ray machines at the airport and ports" to screen for oriental fruit fly and prevent its introduction into the country.

CBS publishes its Financial Surveillance Report for 2020

The Central Bank of Seychelles (CBS) has published its Financial Surveillance Report for 2020. The report highlights the performance of the institutions that are regulated and supervised by CBS and includes analyses and trends of the various measures that monitor the health and soundness of the financial sector.

As with previous editions, the report provides information on the structure of the financial sector and developments in CBS' regulatory and supervisory frameworks.

Additionally, the 2020 report focuses on numerous policies and strategies implemented by CBS and the Seychelles Bankers Association, in an effort to mitigate the economic impact of the Covid-19 pandemic and support the economy.

The banking sector continued to demonstrate resilience despite the impact of the Covid-19 pandemic, with key performance indicators being:

- Strong liquidity position with Liquid Assets to Total Liabilities Ratio standing at 264% at end of December 2020, compared to 87% for 2019;
- Commercial banks had sufficient capital, with Capital Adequacy Ratio remaining on average above the regulatory requirement of 12%;
- Increase in Non-Performing Loans from 2.7% in 2019 to 3.3% at end of December 2020;
- Net Profit before Tax stood at R245 million – a decrease of R344 million from 2019 whereas Net Profit after Tax recorded a decline of R183 million, summing up to R192 million as at December 2020.

The performance of non-banks under CBS' supervisory purview also maintained a positive trend, similar to 2019, recording a net profit after tax of R27 million for 2020. Total Assets increased by R126 million altogether to stand at R322 million by end-December 2020 driven by growth of R54 million by Housing Finance Company Limited and R73 million by Seychelles Credit Union. The bureaux de change sector observed a higher Net Profit after Tax in 2020, recording an increment of R8 million from 2019 to stand at R29 million, as a result of higher foreign exchange gains and fees and commissions earned. Total Assets grew by R25 million or 8.5 per cent year-on-year to R322 million in December 2020. Growth was mostly recorded in receivables and cash float, the latter comprising of cash denominated in both local currency and foreign currencies.

While the publication of the 2020 report was delayed due to various factors, the Financial Surveillance Report providing analysis, performance and information for the year 2021 is anticipated to be published in the third quarter of this year.

The Report is available on the Central Bank website at: https://www.cbs.sc/Publications/SupervisionReports.html

ClimateLauchpad Mauritius 2022 : Entrepreneuriat et écologie ensemble



De g. à dr. : Oliver Fanfan, 3e du CLM 2021 ; Alexandre Rogers, stagiaire à Dynamia ; Luvna Arnassalon-Seerungen, Head of Sustainability à IBL ; Thierry Le Breton, de Dynamia ; Shivani Ragavoodoo Canee, 1re du CLM 2021 ; Eric Noir, membre du jury/directeur à Design For Abundance et spécialiste en urbanisation et green buildings ; Astrid Descelles, 2e du CLM 2021 ; Bajnathsingh Lokeshsingh, 4e du CLM 2021 ; Amandine de Rosnay, de Dynamia ; Dre Catherine Ward, membre du jury/consultante sur les risques climatiques et enjeux associés pour les communautés, la pêche et l'agriculture ; Noor Sherrif, membre du jury/fondateur et CPO de Lean Search, et Selena Lagesse, stagiaire au département Sustainability d'IBL

L'édition mauricienne du ClimateLaunchpad revient pour la troisième année consécutive. Le Groupe IBL avec l'Indian Ocean Islands Foundation organise cet événement qui invite à lutter contre le changement climatique par l'innovation et l'entrepreneuriat.

Après un appel à candidatures ouvert du 5 avril au 30 mai 2022, 11 projets ont été retenus pour la 4e édition mauricienne, avec la finale nationale prévue pour le 14 septembre prochain à IBL House. Les trois premiers sélectionnés participeront à la finale régionale, les 21 et 22 septembre, et les meilleures équipes des finales régionales seront, par la suite, qualifiées pour la finale internationale qui se déroulera courant 2023. L'an dernier, Shivani Ragavoodoo Canee, gagnante du concours national avec son projet Coconan, avait atteint la finale internationale.

Lancé à Maurice en 2019 sous l'impulsion de Thierry Le Breton, le ClimateLaunchpad Mauritius réunit l'entrepreneuriat et le développement durable. Ce concours qui encourage l'émergence d'idées nées à Maurice, adaptées au territoire et au contexte, résonne avec la nouvelle stratégie de développement durable du Groupe IBL, Building a Legacy Together. « Si tout part d'une idée simple, les coachings apportent aux candidats les outils et l'accompagnement nécessaires, leur permettant ainsi de structurer et de transcrire leurs idées pour un exercice de pitch d'entreprises », explique Thierry Le Breton.

« L'esprit d'entrepreneuriat derrière la durabilité est aujourd'hui un défi pour les entreprises les plus performantes, car elles sont souvent coincées dans la dynamique "business as usual". À IBL, nous sommes attachés à cette dimension de PME et croyons en son potentiel pour répondre à l'enjeu du réchauffement climatique. Pour avancer de façon efficace sur le chemin de

la durabilité à Maurice, nous avons besoin d'un maximum d'idées. Le ClimateLaunchpad encourage cette émergence et favorise les rencontres entre les entrepreneurs. Nous souhaitons aussi créer des connexions entre les participants et les entreprises du Groupe IBL », souligne, pour sa part, Luvna Arnassalon-Seerungen, Head of Sustainability à IBL.

Nosy Be – Le tourisme reprend « moramora »

27 août 2022 Commenter L'Express de Madagascar 387 Vues 4 minute(s) pour lire



La crise sanitaire a fortement impacté l'économie de Nosy Be. Le tourisme étant la principale source d'emplois, l'île s'est retrouvée paralysée pendant plus de deux ans. La réouverture des frontières laisse envisager l'espoir d'un retour à la normale.

APÉRO sunset sur le plus gros catamaran de l'île, musique d'ici et d'ailleurs et vue sur les reliefs de la Grande terre et des ilots qui l'entourent… Sortie de rêve au large de Nosy Be en ce 23 août, après deux ans de cauchemar. De 2020 à 2022, toutes les activités touristiques ont été suspendues sur l'île isolée du monde, plongeant les habitants dans la grande pauvreté. Aujourd'hui, Mamadou, le skipper du « Adiva », et Julien, guide et excursionniste à « Les Ziliens », reprennent confiance. À bord, les Ducros, des habitués de Nosy Be, se régalent. « On vient tous les deux ans en voiture depuis Tana, puis en ferry », détaille la mère de famille.

Depuis le 20 avril, des vols charters affrétés par Air Austral, Neos Air ou encore Ethiopian Airways atterrissent à nouveau sur la perle touristique de Madagascar. Pour autant, le tourisme à Nosy Be ne semble pas avoir repris son cours habituel. « On sait très bien que l'année 2022 est une année morte », regrette une employée d'un hôtel. Même son de cloche dans des établissements de haut standing, tel le Royal Beach. Elisabetta Gravellino, la dynamique présidente de l'Office régional du tourisme, est plus optimiste. « Tout est booké pour cette fin d'année 2022 », assure-t-elle. Si la reprise tarde à se manifester, c'est parce que Nosy Be n'est pas une destination de dernière minute : « Les touristes s'y préparent trois ou quatre mois à l'avance. »

Une chute d'activité de plus de 50%

Pour l'heure, la plage d'Ambatoloaka est loin d'être bondée. Eliane, 20 ans, vendeuse de bijoux artisanaux depuis près de cinq ans, peut en témoigner : « Malgré l'ouverture des frontières, mon business n'a toujours pas retrouvé son équilibre d'avantCovid ! » La vente de ses produits est passée « d'une dizaine à un seul par jour ». Fabio D'Alessandro, gérant du Palm Beach, partage cet avis : « Avant la Covid, mon taux d'occupation annuelle s'élevait à 80% ; aujourd'hui je n'atteins pas les 40%. » Il reste cependant optimiste pour l'année 2023. Michel Soupramayen, un Réunionnais fidèle à l'établissement, observe lui aussi une timide fréquentation « d'habitués ».

Du côté des petits commerces, on ressent le même espoir. Hanitra, 48 ans, vendeuse au « Bazar des Arts », réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires presque équivalent à celui d'avant la crise, ce qui n'est pas si mal. Mais la commerçante est endettée à hauteur de trois millions d'ariary, le montant des loyers de son échoppe, à la suite de ces deux années de pertes. Cette mère de deux enfants n'a eu d'autre choix que de fermer temporairement son commerce et de se mettre à cultiver du riz pour la survie de sa famille. La céréale a servi alors de troc avec d'autres produits : « Manioc, maïs, patate, mangue, banane… »

La députée Christine Marifidy Razafindravony se souvient : « Pendant deux ans, plus de travail, plus rien à manger, la population nous sollicitait, mais on ne pouvait rien pour eux ! » Professionnelle du tourisme également, l'élue a dû fermer son dancing Chez Tatie Chris.

Suite de l'article

Comité plénier de l'ODPE : Effort collectif et engagements pour la protection de l'enfance

La rencontre annuelle de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE) s'est tenue à l'Hémicycle du Département le 23 août, sous la présidence de Cyrille Melchior.



Présenté comme un outil de travail collectif, le comité plénier a réuni les acteurs œuvrant pour la Protection de l'enfance et a vu la participation d'une soixantaine de membres, dont la Préfecture représentée par Camille Dagorgne, Sous-préfète en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse ; l'ARS ; les représentants de l'Éducation nationale ; des autorités judiciaires ; des communes ; des associations partenaires et les services du Département.
« *L'ODPE propose une gouvernance locale de la protection de l'enfance afin de mieux articuler les dispositifs mis en œuvre sur notre territoire. C'est aussi une instance de partage, d'analyse et de co-construction des politiques publiques présentes et à venir* » a rappelé le Président du Département qui n'a pas manqué de saluer les avancées réalisées ces dernières années, notamment depuis l'installation de l'ODPE en août 2020.
Des échanges constructifs ont suivi la présentation par les Services du Département, du rapport d'exécution 2022 de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (SNPPE) et des perspectives pour 2023.
Pour Cyrille Melchior, « après ces 2 années de travail, il importe d'aller encore plus loin, notamment en venant à la rencontre des familles en difficulté dans les quartiers isolés. Pour ce faire, un travail de partenariat renforcé doit être mené avec les communes ».
Le Président du Département n'a pas manqué de réaffirmer l'engagement de la Collectivité qui consacre 13% de son budget de fonctionnement à la protection de l'enfance et de la famille, soit près de 133 M€ en 2022. Ce qui représente 8 M€ de plus qu'en 2021. **Suite de l'article**

Santé publique Un rapport fait état «d'une hausse inquiétante» des cas de lèpre

Adabi Soilihi Natidja



Le document a été présenté à Moroni au cours d'une réunion en marge de laquelle des techniciens avaient présenté les activités engagées pour mieux lutter contre la lèpre dans le pays. Le chargé de lutte contre cette maladie Dr Nassuri Ahamada, regrette le fait que la maladie soit «quantitativement active» dans le pays avec «un taux de prévalence supérieur à 1/10.000 habitants».

La réunion de restitution de la mission conjointe des activités de la lèpre qui a eu lieu au mois d'août aux Comores s'est tenue mercredi 24août à l'hôtel Retaj. Le chargé de la lutte contre la lèpre aux Comores Dr Nassuri Ahamada, le directeur de la maladie Dr Naouirou M'hadji, le président de l'Association internationale de lutte contre la Lèpre, Dr Johnson Roch, le consultant de l'Oms, Dr Ghislain E Sopoh, et des cadres de la direction générale de l'Environnement et de celle de la Santé avaient pris part à cette rencontre. Dans son mot de bienvenue, au nom du représentant de l'Oms aux Comores, le chargé de la lutte contre la lèpre aux Comores Dr Nassuri Ahamada, a tout d'abord souhaité la bienvenue à la délégation notamment de l'association internationale de la Lèpre, composée également du représentant de l'Action Damien aux Comores. Et de poursuivre sur les objectifs de cette réunion.

Aucune vaccination

Selon lui, «il était question de présenter le rapport de l'évaluation conjointe qui a été mené au niveau du pays ayant regroupé l'action Damien, l'Oms Comores, l'association internationale de la Lèpre et la direction de lutte contre la maladie afin de montrer le travail réalisé ayant dégagé des recommandations impressionnantes qui permettront de mieux faire dans les prochaines années». **Suite de l'article**

Health professionals discuss growing health crisis of non-communicable diseases



Dr Pugazhendhi addressing the gathering

A remarkable increase in heart disease, stroke, cancer, diabetes and chronic lung disease have caused more deaths in the past year raising the concern of health professionals who met yesterday to explore the situation before making recommendations to government.

According to a preliminary report on non-communicable diseases (NCD) for 2021 from the Ministry of Health, there have been more deaths in 2021 among which a significant proportion of people who died in that year, died of vascular diseases.

The preliminary information from the annual sector report was shared by Dr Sanjeev Pugazhendhi during a half-day discussion session for health professionals held under the theme: 'Non-Communicable Disease: A Growing Health Crisis and its Impact on the Allied Health Care in Seychelles' that was held yesterday at the Savoy Resort and Spa, Beau Vallon.

The discussion session was organised by the Health Professionals Council (HPC).

Dr Pugazhendhi said that following the arrival of Covid-19, there was an overall increase in the number of deaths in 2020 and reaching 925 deaths in 2021 only, as compared to the 600 plus average deaths per year, leading up to 2019 before the arrival of the pandemic.

He said of the 30% of people who died from vascular disease in 2021, 20% had Covid-19.

He stated that apart from vascular disease which still remains the number one cause of death in the country, Covid-19 has from 2020 -2021 taken the position from cancer as the second leading cause of death here for the time being.

He noted that most of the deaths were during the surge of the pandemic.

Suite de l'article

Zéro tolérance pour la pêche illégale à Maurice

Pêche Illégale : vers un durcissement des lois



Les autorités concernées seront intransigeantes envers ceux impliqués dans la pêche illégale. Les Fisheries and Marine Resources Regulations 2022 seront promulgués en ce sens.

Cette décision a été avalisée par le conseil des ministres, qui s'est réuni vendredi 26 aout. Les autorités adopteront ainsi une politique de zéro tolérance envers tous ceux qui sont impliqués dans la pêche illégale. Cette loi susmentionnée permettra aux autorités d'avoir un contrôle sur les activités de pêche de tous les navires de pêche, ayant les licences délivrées par l'État de Maurice dans la zone économique ou encore les zones maritimes. D'autre part, les amendes relatives à la violation de ce règlement ont également été augmentées jusqu'à un maximum d'un million d'euros.